

Oslo, le 1 mars 2017

Son Excellence Mamady Youla
Premier Ministre
République de Guinée

FINANCEMENT INTERNATIONAL DE L'ITIE

Excellence,

Cinquante et un pays mettent actuellement en œuvre l'ITIE. À travers leurs rapports EITI, ils ont rendu publics à eux tous plus de 2 000 milliards de dollars US d'impôts et de redevances. En février, le Conseil d'administration a nommé Fredrik Reinfeldt, ancien Premier ministre suédois, au poste de président de l'ITIE. Le Conseil d'administration a également actualisé la Norme ITIE, apportant d'importantes améliorations à la Norme 2013 et rendant l'ITIE elle-même plus pertinente.

Dans les pays de mise en œuvre, nous constatons que l'ITIE améliore les contrats qui sont passés, éclaire les politiques qui sont instaurées et renforce la confiance. Vous trouverez davantage d'informations sur la transformation de recommandations en réformes dans la publication de l'ITIE « Des rapports aux réformes » et dans le Rapport annuel d'avancement 2016 de l'ITIE.

Le Secrétariat international de l'ITIE estime que le coût annuel de la mise en œuvre de l'ITIE dépasse les 50 millions de dollars US. De ce montant, le coût de la gestion internationale représente moins de 6 millions de dollars US. Ces dernières années, la direction internationale a été confrontée à des difficultés avec son modèle de financement existant, dans lequel les gouvernements et les entreprises soutenant l'ITIE apportaient globalement une contribution volontaire de 50 % chacun.

En 2016, le Conseil d'administration de l'ITIE a entrepris de réviser son mode de financement à long terme. Il a été décidé que les pays de l'ITIE devraient concentrer leurs efforts sur le financement de la mise en œuvre de l'Initiative par eux-mêmes. Ceci dit, le Secrétariat international propose deux services clés aux pays de l'ITIE qui auraient besoin de financement. Primo, des discussions approfondies ont été menées au fil des ans pour déterminer si les pays mettant en œuvre l'ITIE devraient assumer eux-mêmes les frais de la Validation, ce qui était le cas jusqu'en 2013. Ce système a été arrêté, car il générerait un conflit d'intérêts pour les consultants, qui devaient évaluer le travail de leurs propres clients. Désormais les professionnels chargés de la Validation sont engagés par le Secrétariat. Secundo, le Secrétariat fournit un soutien technique aux pays de l'ITIE de manière continue.

En dehors de l'Allemagne, de la Norvège et du Royaume-Uni, aucun des pays mettant en œuvre l'ITIE ne contribue actuellement au financement de la gestion internationale de l'ITIE. Suite à la tenue de consultations, le collège des pays mettant en œuvre l'ITIE a proposé qu'à compter de 2017, chaque pays contribuerait au coût des activités de la gestion internationale de l'ITIE à hauteur de 10 000 dollars US par an. Le Conseil d'administration a accepté cette proposition. Vous trouverez ci-joint [le Plan de travail et le Budget](#) qui ont été approuvés par le Conseil d'administration de l'ITIE.

Le Conseil d'administration a identifié cinq domaines clés pour l'année 2017 :

- **Intégration de la mise en œuvre** - En 2017, une grande part du soutien à la mise en œuvre sera axée sur l'aide apportée aux pays pour transformer les procédures de rédaction des rapports ITIE. Au lieu des procédures distinctes actuellement en place, le nouveau système mettra beaucoup plus l'accent sur les difficultés spécifiques aux pays et sur les recommandations en matière de réformes. Les pays devront régulièrement rendre publiques leurs données disponibles et les Exigences ITIE devront davantage aider à se concentrer sur les points clés où des problèmes de gouvernance ont été identifiés. On prévoit que ce travail d'intégration de l'ITIE permettra de réduire progressivement les besoins et les coûts de mise en œuvre.
- **Validation** - 17 pays devraient faire l'objet d'une Validation en 2017.
- **Propriété réelle, commerce de matières premières et autres questions à caractère pionnier** - Presque tous les pays mettant en œuvre l'ITIE ont désormais des feuilles de route détaillant comment ils envisagent de procéder à la divulgence complète de l'identité des propriétaires réels des entreprises extractives qui soumissionnent, opèrent ou investissent. Il est de plus en plus évident que la mise en œuvre de ces feuilles de route passera par un important soutien technique de la part du Secrétariat international et d'autres prestataires de services d'assistance technique et que ce soutien se situera au-delà de ce qui a été prévu initialement. Par ailleurs, le Conseil d'administration a fait part de son soutien à un travail supplémentaire à entreprendre sur la transparence dans le commerce de matières premières. De nombreux pays ont confirmé qu'ils y prendraient part.
- **Gouvernance** - Le Conseil d'administration et le Secrétariat international appliqueront les recommandations du Conseil d'administration, principalement pour s'assurer que les pays mettant en œuvre l'ITIE de se feront entendre avec force.
- **Financement** - Le Conseil d'administration et le Secrétariat international appliqueront les recommandations issues de l'examen du financement 2016 et se livreront à un examen des dépenses.

Conformément à la décision du Conseil, selon laquelle, tous les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de contribuer au financement de la gestion internationale de l'ITIE, à partir de 2017, une facture de USD 10 000 sera remis au coordonnateur national de l'ITIE Guinée.

L'ITIE continuera à donner priorité à la collecte d'informations sur les effets de sa mise en œuvre.

Nous sommes heureux à l'idée de collaborer avec votre gouvernement pour aider à améliorer la qualité des rapports et pour progresser vers des données plus disponibles, des rapports intégrés et des avancées dans les déclarations de propriétés réelles.

Dans cette perspective, je vous remercie pour votre appui sans faille.



Jonas Moberg
 Chef du Secrétariat international
 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

Pièces jointes : [Plan de travail 2017 de l'ITIE](#).

Ampliation :

Monsieur Abdoulaye Magassouba, Ministre des Mines et de la Géologie

Madame Malado Kaba, Ministre de l'Economie et des Finances

Monsieur Saadou Nimaga, Secrétaire général du ministère des Mines et de la Géologie

Monsieur Mamadou Diaby, Président du comité de pilotage de l'ITIE-Guinée